



Assemblée générale

Distr. générale
6 novembre 1998
Français
Original: anglais/espagnol

Cinquante-troisième session

Point 31 de l'ordre du jour

Culture de paix

Rapport de synthèse comportant un projet de déclaration et de programme d'action concernant une culture de la paix

Note du Secrétaire général

Additif

Les informations figurant en annexe, qui ont été initialement soumises au Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à sa cent cinquante-cinquième session, ont été envoyées par plusieurs organisations intergouvernementales et sont présentées à l'Assemblée générale à la demande du Conseil exécutif.

Annexe

Informations relatives à une culture de la paix envoyées au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture par des organisations intergouvernementales n'appartenant pas au système des Nations Unies

Plusieurs organisations intergouvernementales de caractère interrégional, régional et sous-régional n'appartenant pas au système des Nations Unies ont apporté leur soutien au projet transdisciplinaire intitulé «Vers une culture de la paix» et exprimé leur intérêt pour l'instauration d'un partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le cadre de l'Année internationale de la culture de la paix en l'an 2000. Il s'agit notamment de l'Organisation des États américains (OEA), de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du Conseil de l'Europe, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), du secrétariat du Commonwealth et du Secrétariat général de la francophonie.

Organisation des États américains

On trouvera ci-après un extrait d'une lettre datée du 29 mai 1998, adressée par le Secrétaire général de l'OEA au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture :

Le programme pour une culture de la paix, qui est dû à l'initiative de l'UNESCO et sera présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-troisième session, mérite le plein appui de la communauté internationale et est manifestement en accord avec les principes qui sont le fondement de la mission de l'OEA, à savoir la défense de la démocratie et de la liberté et la préservation de la paix dans l'hémisphère américain.

Le rapport de synthèse préliminaire à l'Organisation des Nations Unies sur une culture de la paix que vous avez soumis au Conseil exécutif de l'UNESCO à sa cent cinquante-quatrième session est un document exhaustif qui contient des éléments fondamentaux, notamment un projet de déclaration sur la question ainsi qu'un projet de programme d'action. En tant que tel, ce document constitue un cadre utile pour l'établissement d'une stratégie de coopération permettant aux différentes organisations internationales, aux gouvernements et à la société civile de conjuguer leurs efforts en faveur de l'instauration d'une culture de la paix.

La déclaration/réaffirmation de Caracas, adoptée le 1er juin 1998 par les ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays membres de l'OEA à la deuxième réunion plénière de la vingt-huitième session ordinaire de l'OEA figure à l'appendice I ci-après.

Organisation de l'unité africaine

La décision portant sur la culture de la paix, adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA à sa trente-quatrième session ordinaire tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 8 au 10 juin 1998, figure à l'appendice II ci-après.

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

On trouvera ci-après un extrait d'une lettre datée du 18 mars 1998, adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture par le Secrétaire exécutif de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest :

La CEDEAO a adopté des instruments juridiques pour promouvoir la sécurité, la paix et la stabilité régionales, conditions nécessaires pour assurer une intégration régionale rapide et le développement socioéconomique de l'Afrique de l'Ouest. Les derniers accords conclus par la CEDEAO ont permis l'instauration de la paix au Libéria et tout récemment le retour au pouvoir du Président élu de la Sierra Leone, M. Ahmad Tejan Kabbah.

Dans le cadre de ses efforts visant à mettre en place un mécanisme efficace de prévention des conflits et pour promouvoir, par ailleurs, la culture de la paix dans l'ensemble de la communauté ouest-africaine, le Secrétariat exécutif envisage d'organiser un forum régional sur le thème «Gestion et règlement des conflits : le rôle de la CEDEAO».

Conseil de l'Europe

On trouvera ci-après un extrait d'une lettre datée du 4 mai 1998, adressée au Directeur général de l'UNESCO par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe concernant les résolutions 52/13 et 52/15 adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1997 :

C'est, bien entendu, avec grand plaisir que le Conseil de l'Europe contribuera aux travaux qu'entreprendra l'UNESCO dans ce domaine.

Tout comme vous, je suis convaincu qu'œuvrer à instaurer une culture de la paix demeure un des défis majeurs que nos sociétés doivent relever à l'aube du XXI^e siècle.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

La Déclaration sur la paix en Asie du Sud-Est à l'aube du troisième millénaire, adoptée par les participants au Colloque régional de l'ANASE sur la paix dans la coopération en Asie du Sud-Est, tenu à Jakarta (Indonésie) les 11 et 12 septembre 1998, figure à l'appendice III ci-après.

Commonwealth

On trouvera ci-après un extrait d'une lettre datée du 15 juin 1998, adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture par le Secrétaire général du Commonwealth :

Le Commonwealth soutient l'initiative de l'UNESCO en faveur de l'instauration d'une culture de la paix fondée sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies car elle est conforme à ses propres valeurs fondamentales – la démocratie, le

respect des droits de l'homme, de l'état de droit, de la diversité et de la tolérance, l'égalité des droits pour les femmes et le développement durable.

Une note du secrétariat du Commonwealth datée du 4 juin 1998 sur le projet de déclaration et de programme d'action de l'UNESCO sur une culture de la paix figure à l'appendice IV ci-après.

Organisation internationale La Francophonie

On trouvera ci-après un extrait d'une lettre datée du 11 mai 1998, adressée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture par le Secrétaire général de l'Organisation internationale La Francophonie concernant les résolutions 52/13 et 52/15 adoptées le 20 novembre 1997 par l'Assemblée générale des Nations Unies et concernant, respectivement, une culture de la paix et la proclamation de l'année 2000 Année internationale de la culture de la paix :

L'Organisation internationale La Francophonie apportera son concours à l'établissement du projet de déclaration et de programme d'action en formulant des suggestions et propositions. Comme vous le savez, la paix, et la culture de la paix qui en est un indispensable préalable, comptent parmi les préoccupations majeures de notre organisation depuis que certains de nos États membres se sont trouvés impliqués dans de dramatiques conflits internes ou régionaux.

Appendice I

Déclaration/Réaffirmation de Caracas, adoptée* à la deuxième séance plénière tenue le 1er juin 1998

Nous, les Ministres des affaires étrangères et chefs de délégation des pays membres de l'Organisation des États américains, réunis à Caracas à l'occasion de la vingt-huitième session ordinaire de son Assemblée générale en cette année qui marque le cinquantième anniversaire de l'adoption de la Charte,

À l'issue d'un cheminement d'un demi-siècle vers l'unité spirituelle du continent américain, dans la perspective de la mission historique d'offrir à nos peuples une terre de liberté et des conditions favorables à leur épanouissement,

Étant confirmé le rôle fondamental que remplit le partenariat continental comme condition du bien-être de nos peuples et de la consolidation, dans le cadre des institutions démocratiques, d'un régime de liberté individuelle et de justice sociale, fondé sur le respect des droits de la personne,

I

Rappelant qu'à l'occasion de la commémoration du premier centenaire du Système interaméricain, l'Assemblée générale qui s'est tenue à Asunción a affirmé la volonté politique de renforcer l'Organisation, et de l'utiliser comme une tribune naturelle pour le dialogue politique, la compréhension et la coopération à l'échelle continentale afin de réaliser les buts fixés par la Charte,

Réitérant, au vu de l'Engagement de Santiago en faveur de la démocratie et de la rénovation du Système interaméricain, notre volonté de donner une impulsion à la revitalisation de l'Organisation des États américains,

Soulignant, comme nous l'avons fait à l'occasion de l'Assemblée générale, à Nassau, que la coopération internationale est indispensable à la solution des problèmes économiques, sociaux et environnementaux des pays du continent américain,

Faisant ressortir que l'Assemblée générale, à Managua, a reconnu que la démocratie, la paix et le développement sont parties intégrantes et indivisibles d'une nouvelle vision intégrée de la solidarité américaine, et a affirmé la nécessité de débouchés plus favorables pour le développement de nos peuples axé sur la communauté des intérêts interaméricains, une véritable interdépendance, des avantages réciproques et le sens des responsabilités partagées,

Réaffirmant la valeur de l'intégration, reconnue par l'Assemblée générale, à Belém do Pará, comme étant un instrument créateur de nouvelles réalités économiques et sociales, aussi bien qu'un élément déterminant de la lutte en vue de l'élimination de la pauvreté absolue dans le continent américain,

Conscients, face aux défis que pose la mondialisation à la communauté du continent, de la validité de l'objectif, défini par l'Assemblée générale, à Montrouis, de renforcer la capacité des institutions multilatérales de promouvoir la coopération entre les nations du continent américain,

Fermement convaincus du postulat énoncé par l'Assemblée générale, à Panama, selon lequel le multilatéralisme, par le biais de la coopération internationale, du dialogue politique

* Sous réserve de sa révision par la Commission du style.

et d'efforts conjoints, et dans le plein respect de la volonté souveraine des États, doit être un instrument efficace de la réalisation des aspirations communes et du relèvement des défis auxquels est confronté le continent américain,

Réaffirmant que cette occasion historique exige des efforts coordonnés pour développer, renforcer et perfectionner les mécanismes de concertation existants, idée qui a conduit l'Assemblée générale, à Lima, à définir l'Organisation des États américains comme principal instrument de la consolidation de la nouvelle relation continentale caractérisée par le partenariat pour le développement,

Tenant compte de l'importante contribution apportée par les Sommets des Amériques au renforcement de l'Organisation des États américains et à la mise à jour de son programme,

II

Soulignant que le Protocole de Cartagena de Indias de 1985, l'Engagement de Santiago de 1991, la résolution 1080 adoptée par l'Assemblée générale en 1991, ainsi que le Protocole de Washington de 1992, confèrent à l'Organisation des États américains un rôle pertinent en matière de défense et de promotion de la démocratie dans le continent américain,

Valorisant l'action menée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme, en vue de promouvoir et de protéger les droits reconnus dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme de 1948, ainsi que dans la Convention américaine relative aux droits de l'homme (Pacte de San José) datant de 1969,

Confirmant que le patrimoine juridique de l'ordre interaméricain en matière de droits de la personne qui a été développé à partir du Pacte de San José, avec le Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant de l'abolition de la peine de mort, le Protocole de San Salvador sur les droits économiques, sociaux et culturels, la Convention interaméricaine pour la prévention et la sanction de la torture, la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes, et la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre les femmes, Convention de Belém do Pará,

Conscients que le renforcement de la démocratie et de la paix ainsi que la pleine jouissance des droits de la personne sont des aspects cruciaux du programme du continent et constituent les objectifs fondamentaux de l'Organisation,

Convaincus qu'avec l'entrée en vigueur du Protocole de Managua, le Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI), tribune du dialogue interaméricain à partir de laquelle est promue l'action commune visant à relever les défis du développement, devient un instrument décisif pour l'application des principes régissant le partenariat pour le développement et la lutte en vue de l'élimination de la pauvreté,

Mettant en relief le Plan stratégique de partenariat pour le développement 1997-2001 comme instrument d'articulation des politiques, programmes et mécanismes d'action du CIDI dans le développement social et la création d'emplois productifs, l'éducation, la diversification et l'intégration économiques, l'ouverture commerciale et l'accès aux marchés, le développement scientifique, l'échange et le transfert des technologies, le renforcement des institutions démocratiques, le développement durable du tourisme, le développement durable et l'environnement, et la culture, comme domaines prioritaires de la coopération multilatérale,

Reconnaissant que la participation responsable et organisée des communautés est une garantie pour la stabilité de la démocratie, la gouvernance et le développement dans son ensemble,

Confirmant la nécessité d'intégrer des stratégies de développement durable comme éléments indispensables à la réalisation, de manière équilibrée et complémentaire, des objectifs économiques, sociaux et environnementaux,

Soulignant les progrès accomplis en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange dans les Amériques, et de la mise en route officielle des négociations, démontrant ainsi la capacité de concertation économique de nos pays, sur la base de la coexistence avec les accords bilatéraux et sous-régionaux, comme le prescrit la Déclaration ministérielle de San José, de mars 1998,

Résolus à renforcer les mesures prises par le continent qui, avec l'entrée en vigueur de la Convention interaméricaine contre la corruption, s'attaque à un phénomène qui sape la légitimité des institutions publiques et porte atteinte à l'ordre moral et à l'épanouissement des peuples,

Réaffirmant notre ferme engagement de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, conformément à la Déclaration et au Plan d'action sur la coopération à l'échelle du continent pour prévenir, combattre et éliminer le terrorisme, et manifestant ainsi notre condamnation énergique et notre refus de tous les actes de terrorisme, quels qu'en soient les auteurs et les modalités, parce qu'ils constituent une violation des libertés et droits fondamentaux de l'individu,

Soulignant que les mesures d'encouragement de la confiance et de la sécurité qui ont été recommandées aux conférences régionales de Santiago et de San Salvador représentent une importante contribution à la transparence et à l'entente mutuelles, à la sécurité régionale et à la paix,

Convaincus que le renforcement de la démocratie représentative, le développement économique et social, l'avancement des processus d'intégration et le partenariat pour le développement entre les États membres sont des éléments fondamentaux du renforcement de la paix et de la sécurité dans la région,

Rappelant le mandat confié à l'OEA par le deuxième sommet des Chefs d'État et de gouvernement des Amériques, pour la revitalisation et le renforcement des institutions du Système interaméricain liées aux différents aspects de la sécurité sur le continent,

Réaffirmant que le climat de sécurité du continent a aussi été renforcé par la décision de l'Assemblée générale d'entériner les objectifs visant l'élimination globale des mines terrestres antipersonnel et la transformation du continent américain en une zone libre des mines terrestres antipersonnel, ainsi que l'achèvement des opérations de déminage en Amérique centrale d'ici à l'an 2000, et la poursuite du Programme d'aide au déminage dans cette région. Reconnaissant également l'importance des programmes d'éducation préventive à l'intention de la population civile traitant du danger des mines antipersonnel, de la réinsertion physique et la réadaptation psychologique des victimes et de la relance socioéconomique des zones déminées,

Réitérant que la ratification en bonne et due forme et l'entrée en vigueur imminente de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et autres matériels connexes, sont fondamentales pour combattre et éliminer ce grave problème, et qu'elles contribuent en même temps à augmenter la confiance, la sécurité et la coopération entre les États,

Persuadés de la nécessité de favoriser une meilleure compréhension des préoccupations particulières des petits États insulaires en matière de sécurité,

Convaincus de l'importance de la stratégie antidrogues en tant qu'action coordonnée des Amériques visant à réduire la consommation, la production et le trafic illicites des stupéfiants et des substances psychotropes,

Réitérant l'importance de la Déclaration et du Plan d'action issus du deuxième Sommet des Amériques pour ce qui a trait au renforcement de l'alliance contre les drogues, ainsi qu'à l'objectif de resserrer la confiance mutuelle, la coopération et le dialogue à l'échelle du continent, grâce à la mise en route d'un processus unique et objectif d'évaluation gouvernementale, dans une perspective multilatérale en vue d'assurer le suivi des progrès individuels et collectifs des efforts déployés à l'échelle du continent et par tous les pays qui le composent pour gérer les diverses manifestations du problème,

III

Conscients du fait que la commémoration de ce cinquantième anniversaire nous invite à célébrer avec satisfaction la communauté des valeurs démocratiques du continent américain, et qu'elle nous engage également à oeuvrer en vue de la protection intégrale des droits fondamentaux de la personne humaine, et à créer les conditions qui lui permettent de progresser spirituellement et matériellement,

Réaffirmant que la lutte contre la pauvreté est un facteur essentiel pour la coexistence pacifique, l'harmonie sociale, le développement et le renforcement des institutions démocratiques,

Rappelant que lors du deuxième Sommet des Amériques tenu à Santiago, les Chefs d'État et de gouvernement du continent américain ont reconnu l'importance de l'éducation comme condition préalable et comme facteur déterminant du développement social, culturel, politique et économique des peuples,

Reconnaissant une fois de plus que la croissance économique est une condition nécessaire, mais non suffisante pour promouvoir une meilleure qualité de vie, vaincre la pauvreté, éliminer la discrimination et l'exclusion sociale, et que l'expérience de la région montre la nécessité d'une croissance axée sur la promotion du développement économique dans l'équité et la justice sociale,

Conscients du fait que les idéaux de paix, de justice sociale, de développement global et de solidarité représentent des défis permanents pour nos démocraties,

Réaffirmons :

Notre volonté de renforcer le multilatéralisme comme expression de l'unité qui guide nos efforts visant à renforcer les principes et réaliser les objectifs consacrés dans la Charte de l'Organisation des États américains;

Notre ferme engagement, conformément aux directives émises par nos Chefs d'État et de gouvernement dans la Déclaration de Santiago adoptée lors du deuxième Sommet des Amériques, de revoir entièrement la structure institutionnelle du Système interaméricain, particulièrement celle de l'Organisation des États américains, afin de renforcer et de moderniser sa capacité à relever les défis du nouveau millénaire, de faire en sorte que ce système soit adapté aux nouvelles réalités du continent américain, de parvenir à une plus grande complémentarité entre ses organes, et de le doter de la structure organisationnelle requise;

Notre objectif, qui est de poursuivre sans relâche, dans le respect du principe de libre détermination et de non-intervention, des efforts créateurs pour préserver et consolider la démocratie dans le continent américain;

Notre engagement d'intensifier l'approfondissement d'une culture de paix, de développement et de non-violence en reconnaissant que le droit à la paix est un droit inaliénable inhérent à la dignité de la personne;

Notre décision d'incorporer, comme secteur prioritaire des activités de l'Organisation, des mécanismes d'appui, de coopération et de suivi relatifs aux processus de réforme des systèmes d'administration de la justice à l'intention des pays qui en font la demande;

Notre détermination à poursuivre le processus de renforcement et de perfectionnement du Système interaméricain de promotion et de protection des droits de la personne et donner l'impulsion au Programme interaméricain de promotion internationale des droits de la personne, en soulignant que la promotion et la protection sont des concepts interdépendants qui se renforcent mutuellement;

La décision prise au deuxième Sommet des Amériques de promouvoir la signature et la ratification, selon le cas, des instruments qui constituent le patrimoine juridique de l'ordre interaméricain en matière de droits de la personne, ou l'adhésion à ces instruments;

L'engagement d'achever l'élaboration d'instruments juridiques visant à protéger les droits des populations autochtones, à éliminer toutes les formes de discrimination contre les personnes handicapées, et à poursuivre l'étude et la mise en place, conformément aux instruments interaméricains, de mesures visant à améliorer les conditions de détention et d'emprisonnement; à promouvoir et à protéger les droits de la femme en recourant à une approche axée sur la parité homme-femme à tous les niveaux; à promouvoir et à défendre les droits fondamentaux de tous les travailleurs migrants et de leurs familles; à améliorer la condition des réfugiés, des personnes rapatriées et déplacées à l'intérieur des pays; à promouvoir la validité et l'efficacité des droits des filles et des garçons dans les Amériques et à garantir le respect de la liberté d'expression;

Notre intention de promouvoir une participation plus active de la société civile aux questions se rapportant à la vie publique;

Notre décision de continuer à appuyer les efforts d'intégration économique en vue de consolider le libre-échange dans les Amériques, et en particulier de renforcer l'action de l'Organisation en matière de développement juridique de l'intégration;

Notre volonté d'encourager la stabilité des institutions démocratiques des pays du continent américain, et à ces fins, nous réitérons l'approche qui guide le Programme interaméricain de coopération pour la lutte contre la corruption; la Déclaration et le Plan d'action pour prévenir, combattre et éliminer le terrorisme; la stratégie antidrogues dans le continent américain; la lutte contre le blanchiment de l'argent; le Plan stratégique de partenariat pour le développement 1997-2001; et nous soulignons l'importance de l'échange de données d'expérience pour empêcher l'apport de contributions illégales au financement des campagnes électorales;

Notre engagement de consolider les progrès significatifs accomplis en matière de confiance et de sécurité à l'échelle du continent dans le respect de la culture et de la tradition de paix de la région et des valeurs démocratiques qui la guident;

L'objectif de poursuivre les consultations et les échanges d'idées dans le continent américain en vue d'avancer sur la voie de la limitation et du contrôle des armes classiques dans la région;

La certitude que la sécurité des petits États insulaires, qui entraîne des préoccupations particulières de nature diverse, pourra être accrue grâce au renforcement du dialogue politique et des programmes de coopération dans cette sous-région;

Notre décision d'assumer l'engagement de mettre à contribution tous les efforts possibles pour que, dans les meilleurs délais et au plus haut échelon, il soit donné suite à l'engagement pris au deuxième Sommet des Amériques de mettre au point un processus unique et objectif d'évaluation de portée multilatérale, en vue d'assurer le suivi des progrès individuels et collectifs des efforts déployés à l'échelle du continent et par tous les pays qui le composent pour gérer les diverses manifestations du problème des stupéfiants;

Notre volonté résolue de consolider les décisions adoptées au Sommet des Amériques sur le développement durable et l'environnement, qui a eu lieu à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), et de renforcer à cette fin les mécanismes en vigueur au sein de l'Organisation;

Notre volonté inébranlable de mettre en oeuvre les mesures recommandées à l'Organisation des États américains par les Sommets des Amériques tenus à Miami et à Santiago, et de coordonner avec d'autres institutions du Système interaméricain l'exécution des engagements pris;

En conséquence, nous, les Ministres des affaires étrangères et Chefs de délégation des États membres de l'Organisation des États américains, au nom de nos peuples et réunis en session de l'Assemblée générale, en cette année du cinquantième anniversaire de l'Organisation, réaffirmons notre engagement de défendre et de promouvoir la démocratie représentative et les droits de la personne dans la région, notre détermination inébranlable de parvenir au développement dans la justice sociale et notre volonté de faire de l'Amérique une terre de paix et de bien-être.

Appendice II

Décision relative à la culture de la paix, adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa trente-quatrième session ordinaire, tenue à Ouagadougou du 8 au 10 juin 1998

La Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, réunie à l'occasion de sa trente-quatrième session ordinaire à Ouagadougou (Burkina Faso) du 8 au 10 juin 1998,

1. *Accueille favorablement* la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies de proclamer l'année 2000, Année internationale pour la culture de la paix;
2. *Considère* l'Année internationale comme une occasion favorable pour substituer à la culture de guerre et de violence qui a caractérisé le dernier millénaire de l'histoire humaine, une culture de la paix en promouvant les valeurs, les attitudes et les comportements qui en constituent les fondements;
3. *Invite* les États membres à établir des comités nationaux comprenant toutes les couches de la société afin d'entreprendre des activités relatives à l'Année internationale dans le but de promouvoir la réconciliation et l'unité nationale à travers la culture de la paix;
4. *Demande* au Secrétaire général, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et toutes autres institutions intéressées, de coordonner leurs efforts pour la mise en oeuvre de l'Année internationale pour la culture de la paix;
5. *Demande également* au Secrétaire général, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et toutes autres agences ou institutions concernées, de promouvoir les États membres des activités pour la célébration de l'année 2000 comme Année internationale de la culture de la paix et *félicite* le Directeur général pour cette importante initiative.

Appendice III

Déclaration sur la paix en Asie du Sud-Est à l'aube du troisième millénaire adoptée le 12 septembre 1998, lors du Colloque de l'ANASE sur la coopération en faveur de la paix en Asie du Sud-Est, tenu les 11 et 12 septembre 1998 à Jakarta.

Nous, participants au Colloque régional sur la coopération en faveur de la paix en Asie du Sud-Est, convoqué à Jakarta (Indonésie) les 11 et 12 septembre 1998, dans le cadre du projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) intitulé «Vers une culture de la paix» et des activités de coopération en faveur de la paix que mène l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), à l'initiative conjointe de l'UNESCO et de l'ANASE,

1. *Conscients* qu'à l'aube du XXI^e siècle, les nations d'Asie du Sud-Est ont devant elles de grandes tâches à accomplir dans un esprit renouvelé de coopération et de solidarité, afin de consolider la paix et de promouvoir le développement dans l'intérêt de leurs peuples;
2. *Soulignant* l'importance des efforts déployés dans le cadre de l'ANASE, en vue d'assurer une paix fondée sur la coopération en Asie du Sud-Est;
3. *Reconnaissant* l'importance que revêtent pour les peuples de l'Asie du Sud-Est les nouvelles perspectives offertes par la culture de la paix que l'UNESCO s'est attachée à promouvoir partout dans le monde en vue d'affirmer l'idée de paix dans l'esprit des hommes ainsi que le demande son acte constitutif;
4. *Convaincus* que l'esprit de solidarité intellectuelle et morale, d'égalité et de coopération tel que l'UNESCO et l'ANASE s'attachent à le promouvoir, est la condition essentielle d'une paix et d'un développement économique et social durables ainsi que du dialogue entre les peuples et les cultures;
5. *Considérant* en outre que sans la paix il ne saurait y avoir de développement et que sans le développement il ne peut y avoir de paix durable;
6. *Soulignant* que la construction de la paix, le développement économique et social durable et le respect des principes démocratiques de justice, de liberté, de tolérance et de solidarité mutuelles ne peuvent qu'aller de pair;
7. *Conscients* qu'une nouvelle conception de la sécurité est nécessaire si l'on veut écarter les menaces non militaires qui pèsent sur la paix et la sécurité, en particulier la misère, la dégradation de l'environnement et l'aggravation des inégalités sociales, et pouvoir ainsi trouver les moyens et les méthodes susceptibles d'éliminer ces problèmes à la source;
8. *Conscients* de nos responsabilités envers les générations futures et de leur droit de vivre dans la paix et dans un environnement salubre;
9. *Soulignant* qu'il faut renforcer encore la coopération qui s'est nouée de longue date entre les nations de l'Asie du Sud-Est et l'UNESCO dans les secteurs de l'éducation, des sciences, de la culture et des communications, dont les acteurs peuvent contribuer plus encore à la paix, au développement et à la démocratie dans la région;
10. *Rappelant* que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'année 2000 Année internationale pour la culture de la paix, initiative pour laquelle l'UNESCO fera, dans le système des Nations Unies, office de chef de file;

11. *Rappelant* que le cinquième Sommet de l'ANASE, tenu à Bangkok les 14 et 15 décembre 1995, avait déclaré que la paix fondée sur la coopération et la prospérité partagée devaient être les objectifs fondamentaux de l'ANASE;

Déclarons solennellement ce qui suit :

12. Les nations de l'Asie du Sud-Est, liées par des siècles d'histoire et de culture, sont parvenues avec un certain succès durant les trois dernières décennies à fonder une communauté prospère et pacifique dans le cadre de l'ANASE. Ces nations sont appelées aujourd'hui peut-être plus que jamais à réaffirmer leur volonté d'assurer un développement pacifique, progressif et endogène conforme aux idéaux et aux aspirations de leurs peuples. En effet, les problèmes économiques, financiers et environnementaux qui ont affecté bon nombre des pays de la région au cours de l'année écoulée doivent être traités dans l'esprit d'une solidarité et d'une coopération régionales toujours plus robustes, les pays d'Asie du Sud-Est ayant pour responsabilité commune de renforcer la stabilité économique et sociale de la région, comme le veut la Déclaration de 1967 de l'ANASE;

13. Les stratégies visant à atténuer les effets que les problèmes actuels ont sur les segments les plus pauvres de la population, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de l'emploi productif, devraient être mises en oeuvre rapidement dans un esprit soucieux du bien-être de tous. Il faudrait aussi mettre en oeuvre des stratégies préventives de protection de l'environnement qui permettent de préserver et de garantir l'utilisation viable des ressources naturelles de chaque pays et de la région dans son ensemble. Dans le même temps, il faudrait veiller à ce que les progrès accomplis par les nations d'Asie du Sud-Est dans les domaines de l'éducation, des sciences et du développement technologique, ne soient pas remis en cause, à un moment où les États sont soumis à différentes restrictions budgétaires dues à la situation économique et financière qui sévit dans la région;

14. Les interactions entre la paix et le développement qui, tout en étant respectueuses de l'identité nationale de chacun, s'expriment dans les sociétés ouvertes, continueront de progresser dans la région, par la voie d'une mobilisation efficace de toutes les institutions pertinentes et des principaux acteurs sociaux attachés à renforcer la culture de la paix. En effet, le règlement pacifique des conflits, le dialogue entre les cultures et les religions, la promotion de la tolérance peuvent aider pour une part déterminante à donner une impulsion robuste à tous les efforts de développement endogènes menés avec la participation de tous. Dans cet esprit, l'éducation doit contribuer pour une part décisive à développer certaines valeurs partagées et en particulier à mieux faire connaître les principes de paix fondés sur la coopération, de justice sociale, de respect du droit, de tolérance et de compréhension internationales qui devraient être affirmés à tous les niveaux du système éducatif;

15. Les progrès de la paix pour la coopération qui ont été accomplis dans le cadre de l'ANASE, devraient être consolidés grâce à la mobilisation de toutes les institutions et de tous les individus attachés à l'édification d'une paix durable en Asie du Sud-Est, à l'occasion notamment de l'année 2000, proclamée Année internationale de la culture de la paix par l'Assemblée générale des Nations Unies;

16. Aussi demandons-nous à l'UNESCO et à l'ANASE de renforcer leur coopération, en prenant des initiatives conjointes qui pourraient contribuer à la consolidation de la paix, de la sécurité, du développement et de la démocratie en Asie du Sud-Est;

17. Nous louons l'UNESCO et l'ANASE d'avoir pris ensemble l'initiative d'organiser le Colloque régional sur la paix fondée sur la coopération en Asie du Sud-Est qui, il n'y a pas lieu d'en douter, permettra de resserrer la concertation et les liens de coopération entre les pays d'Asie du Sud-Est ainsi qu'entre cette dernière et les autres régions du monde. En effet, nous espérons ardemment que les initiatives susmentionnées contribueront

toutes, durant le troisième millénaire, à affermir les bases de la paix et nous nous déclarons résolus à continuer d'agir en faveur de la paix et du dialogue grâce à la mise en oeuvre de ces initiatives. En effet, c'est dans la paix et par la paix que les nations de l'Asie du Sud-Est pourront assurer l'avenir de leurs peuples et contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi qu'à la réalisation des objectifs communs de l'humanité.

Appendice IV

Note sur le projet de déclaration et de programme d'action de l'UNESCO sur une culture de la paix, publiée par le Secrétariat du Commonwealth le 4 juin 1998

Le Secrétariat du Commonwealth accueille avec satisfaction l'initiative de l'UNESCO visant à promouvoir et développer une culture de la paix fondée sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il appuie les principes fondamentaux qui sous-tendent cette culture de la paix, à savoir la démocratie, le respect des droits de l'homme et la primauté du droit, le respect de la diversité et la tolérance, l'égalité de droit des femmes et la participation des femmes au développement durable.

En tant qu'organisation internationale représentant des pays du monde entier, le Commonwealth est un instrument efficace de promotion et de sauvegarde des principes de la démocratie et de la bonne gestion des affaires publiques, sans lesquels il ne saurait y avoir de paix, à la fois au sein des nations et dans le monde.

Le Commonwealth demeure, après l'Organisation des Nations Unies, la plus large association intergouvernementale. Elle doit sa force à son influence mondiale, ses membres faisant partie des principaux groupements intergouvernementaux (le Groupe des Huit, le Groupe des 77, l'Union européenne, l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, le Mouvement des pays non alignés, l'Association sud-asiatique de coopération régionale, l'Organisation de l'unité africaine, la Francophonie, l'Organisation des États américains, la Communauté des Caraïbes, la Commission de l'Océan indien et le Forum du Pacifique Sud).

Le caractère unique du Commonwealth tient aux valeurs qui sont les siennes, à savoir la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques, qui comprennent les principes de la primauté du droit et de l'indépendance de la justice, d'un gouvernement équitable et honnête, de l'unité dans la diversité, des droits de l'homme, y compris l'égalité des sexes, et de la promotion du développement durable.

La déclaration faite par le Commonwealth à Harare en 1991 a marqué un tournant dans la mesure où elle a établi la charte de l'association pour les années 90 et au-delà. La Déclaration de Harare a été complétée en 1995 par le Programme d'action du Commonwealth adopté à Millbrook pour donner suite à la Déclaration de Harare et, en 1997, par la Déclaration économique d'Édimbourg.

Pour faire face aux nouveaux défis qui se posent à lui, le Commonwealth tire parti de ses atouts et de son caractère uniques fondés sur les valeurs et principes communs à ses 54 États membres, qui représentent environ 1,7 milliard de personnes.

Outre la recherche du consensus, tradition solidement ancrée dans sa pratique, le Commonwealth s'efforce de promouvoir la tolérance et l'unité par le pluralisme, la défense des principes démocratiques et le respect des traités et conventions internationaux relatifs à la paix et au développement. Il est donc bien placé pour désamorcer et prévenir les situations conflictuelles entre ses membres.

Le Commonwealth a été à même de renforcer la coopération grâce à des mécanismes de prévention comme les fonctions de "bons offices" du Secrétaire général et le Groupe d'action ministériel du Commonwealth chargé de l'application de la Déclaration de Harare, qui s'occupe des violations graves ou systématiques des Principes de Harare.

Parmi les autres activités importantes du Commonwealth, il faut citer les missions d'observation des élections entreprises à la demande de gouvernements. Ces missions jouent un rôle essentiel, dans la mesure où elles renforcent la crédibilité des processus électoraux. Elles sont complétées par l'offre d'une assistance technique au renforcement des institutions dans les domaines essentiels de la gestion des affaires publiques.

En février 1997, le Commonwealth a pris l'initiative de convoquer une table ronde de chefs de gouvernement sur la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques dans l'Afrique du Commonwealth. Cette table ronde a permis aux dirigeants et aux chefs de l'opposition de 18 pays africains membres du Commonwealth de se rencontrer, certains pour la première fois, et de débattre des progrès de la démocratie dans leurs pays respectifs et en Afrique en général.

Le Commonwealth s'attache aussi à éliminer les autres obstacles ou difficultés qui pourraient s'opposer à l'instauration de la paix dans de nombreux pays, comme les conflits provoqués par un pluralisme mal compris, qui peut empêcher l'avènement de la paix et de la démocratie. Le Commonwealth et l'UNESCO organiseront un atelier conjoint sur la question à la fin de 1998.

Le Commonwealth met en oeuvre divers programmes dans les domaines essentiels que sont la lutte contre la pauvreté, la santé et l'éducation, l'environnement, la sécurité alimentaire, la dette, le commerce, l'investissement et la mise en valeur des ressources humaines. Ces programmes constituent le fondement du développement, de la paix et de la sécurité. En raison de l'influence mondiale du Commonwealth et du consensus réalisé entre ses membres sur ces différentes questions, il est souvent plus facile de mettre en pratique des stratégies multilatérales et coordonnées, plus efficaces, aux niveaux régional et international.

L'évolution du Commonwealth lui-même atteste du rôle de plus en plus important que joue cette association dans la recherche de solutions aux problèmes complexes auxquels doivent faire face les États membres. Plusieurs pays y ont adhéré à l'association ou en sont redevenus membres ces dernières années, et d'autres encore souhaitent en faire partie.

Le Commonwealth coopère avec un certain nombre d'organismes régionaux et internationaux à l'amélioration de l'efficacité des programmes dans certains domaines déterminants pour la démocratie, la paix et le développement. Ensemble, ces organisations pourraient étudier les moyens de rendre les programmes plus efficaces en coopérant sur des questions d'intérêt commun, en faisant part de leurs expériences respectives et en mettant leurs ressources en commun. Un tel partenariat sur des problèmes d'ordre national, régional et surtout mondial pourrait faciliter la création d'une culture de la paix et du développement.

Le Commonwealth n'est pas seulement une association de gouvernements. C'est aussi une association de peuples, représentés par un vaste réseau d'organisations professionnelles et non gouvernementales qui constitue le Commonwealth «officieux». La société civile des pays membres complète et appuie de manière indispensable les activités «officielles» de l'association. Les États membres sont convaincus qu'une société civile dynamique et solide, bien informée et maîtresse de sa destinée peut être une puissante force de paix.

Traditionnellement, de par leur rôle de mère et d'épouse, les femmes sont contre la guerre et la violence. Lors des conflits, les femmes et les enfants sont toujours les victimes, sans pouvoir pour autant participer à la prise des décisions touchant le rétablissement de la paix, ainsi que le règlement et la prévention des conflits.

Il est indispensable de garantir à tous les niveaux l'égalité des chances pour les hommes et les femmes, afin que les sociétés disposent de toute la richesse et de toutes les ressources humaines possibles pour jeter les bases durables et solides d'une culture de la paix. Le Commonwealth encourage la pleine participation des femmes à tous les niveaux de la prise

de décisions, y compris en politique et dans les domaines du rétablissement de la paix ainsi que du règlement et de la prévention des conflits.

Des ateliers régionaux ou réunissant tous les États Membres du Commonwealth – ont récemment été consacrés à la participation des femmes aux domaines essentiels que sont la politique, le rétablissement de la paix et la prévention et le règlement des conflits.

À l'issue des ateliers régionaux sur les femmes et la paix, organisés en Afrique et dans la région Asie-Europe, les participants ont formulé les recommandations suivantes : accroître la participation des femmes au rétablissement de la paix, à la prévention des conflits et à leur règlement; veiller à ce que les femmes soient représentées aux postes décisionnels clefs; tenir compte des initiatives prises par la société civile en faveur de la paix dans la région et développer ces initiatives; étudier l'impact des conflits sur les femmes; mettre en place des politiques adaptées; prévoir dans les programmes scolaires une formation en matière de rétablissement de la paix et de prévention et de règlement des conflits.

Le Commonwealth reconnaît que les jeunes ont un rôle essentiel à jouer en tant qu'ambassadeurs et partisans de la culture de la paix. Le Programme d'action du Commonwealth pour la responsabilisation des jeunes d'ici à l'an 2005 met l'accent sur la nécessité d'éduquer, au sens large du terme, les enfants et les jeunes d'aujourd'hui dans le respect des valeurs fondamentales de la démocratie et de la bonne gestion des affaires publiques, de la primauté du droit et de la justice pour tous, des droits de l'homme, y compris l'égalité entre les sexes, de la paix et du développement, et de l'unité dans la diversité.

Le Commonwealth approuve et appuie sans réserve la décision de l'Organisation des Nations Unies visant à déclarer l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix afin de promouvoir la paix et la non-violence. Il s'efforce de contribuer à l'instauration d'une culture de la paix dans le monde qui soit bénéfique à tous ses membres et à tous ses partenaires de la communauté internationale.
